



APPEL AUX SALARIÉS

LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE EST UNE CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE.

Ses causes sont l'expression des risques et dangers majeurs d'un système dans lequel les gouvernements ont livré leurs pouvoirs au marché en déréglementant toujours plus dans les domaines financiers, économiques et sociaux. Elles ont contribué à affaiblir le pouvoir d'achat des salaires, contraignant les salariés à s'endetter.

Sortir du cataclysme financier exige des réponses appropriées. La nécessité d'une reréglementation à tous les niveaux (international, européen, national) est de la responsabilité des pouvoirs publics pour la définition des règles, leur contrôle et leur sanction en cas de non-respect.

CE QUE DEMANDE FORCE OUVRIÈRE :

AU NIVEAU INTERNATIONAL, il faut refonder les organismes internationaux, leur rôle et leurs missions en mettant notamment comme condition première le respect des normes fondamentales du travail.

AU NIVEAU EUROPÉEN, il faut remettre en cause le pacte de stabilité et de croissance, le dogme de la libre concurrence, le rôle de la Banque Centrale Européenne. Il faut également pouvoir dégager des moyens pour la recherche, l'industrie, les travaux d'infrastructure. C'est-à-dire savoir se développer et se protéger.

La crise financière ne doit pas servir d'alibi pour détourner le regard des fautes majeures de politique économique commises par les gouvernements successifs. Elle ne doit pas non plus se traduire par un transfert de la facture sur les salariés et les ménages ?

D'OÙ, AU NIVEAU NATIONAL, LES URGENCES SUIVANTES :

REVOIR LE PROJET DE BUDGET 2009 mettant fin à l'austérité budgétaire, qui imposait de nouvelles restrictions au moment où la nécessité d'un plan de relance apparaît indiscutable, et dégager des marges de manœuvre en abrogeant le paquet fiscal.

SOUTENIR LA CONSOMMATION, alors que tous les indicateurs sont au rouge, afin de redonner du souffle à l'activité économique et défendre l'emploi

AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES, DES RETRAITES ET DES MINIMA SOCIAUX, et mettre en place au plus vite une prime de transport obligatoire.

PUISQUE LES POUVOIRS PUBLICS TROUVENT DES SOMMES CONSIDÉRABLES POUR SAUVER LES BANQUES ET LES ENTREPRISES, ILS PEUVENT EN TROUVER POUR LES SALARIÉS ET LES POPULATIONS.

COMME NE CESSE DE LE RÉCLAMER FORCE OUVRIÈRE, IL FAUT AUSSI TOUT METTRE EN OEUVRE POUR RENFORCER LE MODÈLE RÉPUBLICAIN.

Préserver les services publics et la Fonction Publique pour les usagers et les citoyens suppose en particulier que le gouvernement revoie immédiatement sa copie en matière de politique économique et budgétaire. La réduction, de manière aveugle, des dépenses publiques et sociales détruit la liberté, la solidarité et l'égalité.

Il convient de stopper la déréglementation sociale en consolidant les régimes de protection sociale collective et en renforçant les droits des salariés.

DEUX EXEMPLES :

Avec la « Position commune » de certaines organisations syndicales et du patronat, reprise par le Parlement, on ouvre la voie à la déréglementation de la durée du travail, par accord d'entreprise. Dans les faits, c'est une remise en cause des 35 heures et des jours de RTT.

Dans les entreprises de moins de 200 salariés, les employeurs pourront désormais éviter toute présence syndicale pour imposer à leur profit des dérogations aux accords collectifs dès lors qu'ils les trouveront trop protecteurs pour les salariés.

DANS UN TEL CONTEXTE, LES SALARIÉS, OUVRIERS, EMPLOYÉS ET CADRES ONT PLUS QUE JAMAIS BESOIN D'UN SYNDICAT LIBRE, INDÉPENDANT ET DÉTERMINÉ.

**EN VOTANT POUR LES LISTES *FORCE OUVRIÈRE*
AUX PRUD'HOMMES,
VOUS VOTEREZ POUR VOS DROITS,
POUR VOTRE LIBERTÉ, POUR LE RESPECT,
POUR DÉFENDRE LE MODÈLE RÉPUBLICAIN.**

VOTEZ FO